

PREFECTURE DU VAR

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'URBANISME ET DES
OPERATIONS FONCIERES
3ème Direction - 4ème Bureau

ARRETE EN DATE DU 13 MARS 1991

DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE

L'instauration des périmètres de protection du
Forage de Ste Croix situés sur le territoire de la
commune du THORONET,
l'acquisition du périmètre de protection immédiate,
et les travaux de dérivation des eaux du
forage précité.

COMMUNE DE THORONET

Le Préfet du Var,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocrati-
sation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

VU les décrets n° 77-392 et 77-393 du 28 mars 1977 portant co-
dification des textes législatifs et réglementaires en matière d'expro-
priation pour cause d'utilité publique, modifiés par le décret n° 85-453
du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 susvisée ;

VU la circulaire du 31 juillet 1982 relative à l'amélioration
apportée à la publicité des études d'impact et à la procédure des en-
quêtes publiques ;

VU le code rural et notamment les articles 107 et 113 ;

VU les articles L 20 et L 20-1 du code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement
d'administration publique pris pour l'application de l'article L 20 du
Code de la Santé Publique ;

VU la loi modifiée n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au
régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,
complétée par la loi n° 74-1114 du 27 décembre 1974 ;

Réf. 9012 DF2

VU le décret n°89-3 du 03 janvier 1989 modifié par le décret n° 90.330 du 10 avril 1990 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et à la protection de celles-ci par l'établissement l'établissement de périmètres de protection ;

VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU le projet d'institution des périmètres de protection, d'acquisition du périmètre de protection immédiate et de dérivation des eaux du Forage de Ste Croix sur le territoire de la commune du THORONET ;

VU la délibération en date du 30 janvier 1990 par laquelle le Conseil Municipal de la commune du THORONET sollicite l'ouverture des enquêtes conjointes, préalable à l'utilité publique et parcellaire en vue de l'institution des périmètres de protection, de l'autorisation de dérivation et de l'acquisition du périmètre de protection immédiate ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral du 24 août 1990 en la mairie du THORONET en vue de la déclaration d'utilité publique de l'opération, de l'acquisition du périmètre de protection immédiate et le registre y afférent ;

VU les pièces constatant que l'avis d'enquête prévu par l'arrêté préfectoral susvisé a été régulièrement affiché et inséré dans deux journaux du département ;

VU les conclusions favorables du commissaire-enquêteur du 12 octobre 1990 sur l'utilité publique du projet susvisé ;

VU le rapport du géologue agréé en date du 04 janvier 1981 délimitant les périmètres de protection autour du Forage de Ste Croix ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 05 janvier 1982, relatif à la création des périmètres de protection du Forage de Ste Croix sis sur la commune du THORONET ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 21 mars 1990 avant enquête et du 10 janvier 1991 après enquête ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du 07 mars 1989 ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipement du 20 mars 1989 ;

VU l'avis de M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche du 13 février 1989 ;

VU l'avis favorable du Sous-Préfet de DRAGUIGNAN en date du 23 novembre 1990 ;

CONSIDERANT que les avantages attendus de la réalisation du projet susvisé sur le territoire de la commune du THORONET sont supérieurs aux inconvénients qu'elle est susceptible d'engendrer et que toutes les dispositions sont prises sur le plan technique pour réduire ces derniers au minimum ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1 : sont déclarés d'utilité publique :

a) La création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée du Forage de Ste Croix, sis sur la commune du THORONET, définis par le plan et les états parcellaires joints au présent arrêté ;

b) Les travaux de dérivation des eaux du Forage de Ste Croix

c) Les acquisitions foncières nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate et à l'exploitation du Forage de Ste Croix.

Article 2 : La commune du THORONET est autorisée à dériver 18 m³/h sans que le volume journalier ne puisse excéder 400 m³.

Article 3 : Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal, la commune devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 4 : Il sera établi autour de la prise, un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée, conformément aux plan et états parcellaires ci-joints, en application des dispositions de l'article L-20 du Code de la Santé Publique, du décret N°67-1093 du 15 décembre 1967 et du décret n°89-3 du 03.01.1989 modifié par le décret n° 90.330 du 10 avril 1990.

Article 5 : A l'intérieur du périmètre de protection immédiate

Toutes activités, autres que celles nécessitées par l'exploitation du point d'eau, sont interdites sur les terrains inclus dans le périmètre de protection immédiate qui sont acquis en pleine propriété par la commune et clôturés.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée

Les faits et activités ci-après sont interdits :

. Forage des puits, exploitation de carrières à ciel ouvert, ouverture et remblaiement d'excavations à ciel ouvert ;

. Dépôt d'ordures ménagères, immondices, détritiques et produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;

. Installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides, gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature ;

. Etablissement de toutes constructions superficielles ou souterraines ;

. Epuisage de lisier,

. et de tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,

L'utilisation des produits nécessaires à l'agriculture ainsi que le pacage non intensif des animaux est réglementé sous réserve que les analyses de surveillance ne fassent pas apparaître une dégradation de la qualité des eaux liée à ces usages qui sont limités aux pratiques normales.

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée

Les faits et activités interdits à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée sont réglementés et soumis à l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, exceptions faites de l'utilisation des produits nécessaires à l'agriculture et du pacage des animaux.

De plus, et conformément à l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, il faut vérifier les modalités et les dispositifs d'assainissement des habitations situées à proximité du point d'eau.

Article 6 : Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et lorsqu'elles devront être épurées le procédé d'épuration, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux épurées seront placés sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 7 : Pour les activités, dépôts et installations existantes à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 4, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de 5 ans.

Article 8 : Monsieur le Maire du THORONET est autorisé à acquérir, au nom de la commune, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à la constitution du périmètre immédiat.

Article 9 : Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté sera passible des peines prévues par la loi N° 64-1245 du 16 décembre 1964.

Article 10 : Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Maire de la commune du THORONET.

- d'une part notifié à chacun des propriétaires intéressés notamment par l'établissement des périmètres de protection ;

- d'autre part, publié à la Conservation des Hypothèques du Département du VAR.

Les périmètres de protection seront inscrits, en outre, au Plan d'Occupation des Sols de la commune du THORONET.

Article 11 : Il sera pourvu à la dépense au moyen d'une inscription spécifique au budget de la commune du THORONET.

Article 12 : La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations à effectuer ne sont pas réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 13 : MM. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

le Sous-Préfet de DRAGUIGNAN ;

le Maire de THORONET ;

le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

le Directeur Départemental de l'Equipement ;

le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

M. le Directeur des Services Fiscaux.

M. Igor CHALACHIN Commissaire-Enquêteur.

et sera, en outre, inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Les pièces et annexes peuvent être consultées en mairie et en Préfecture (3° Direction - 4° Bureau - Urbanisme et Opérations Foncières).

TOULON, le 13 MARS 1991

Pour la Préfecture,
Le Secrétaire Général



POUR AMPLIATION,

Le Chef de Bureau,

Marc GOUGNE

Jacques FELLAT

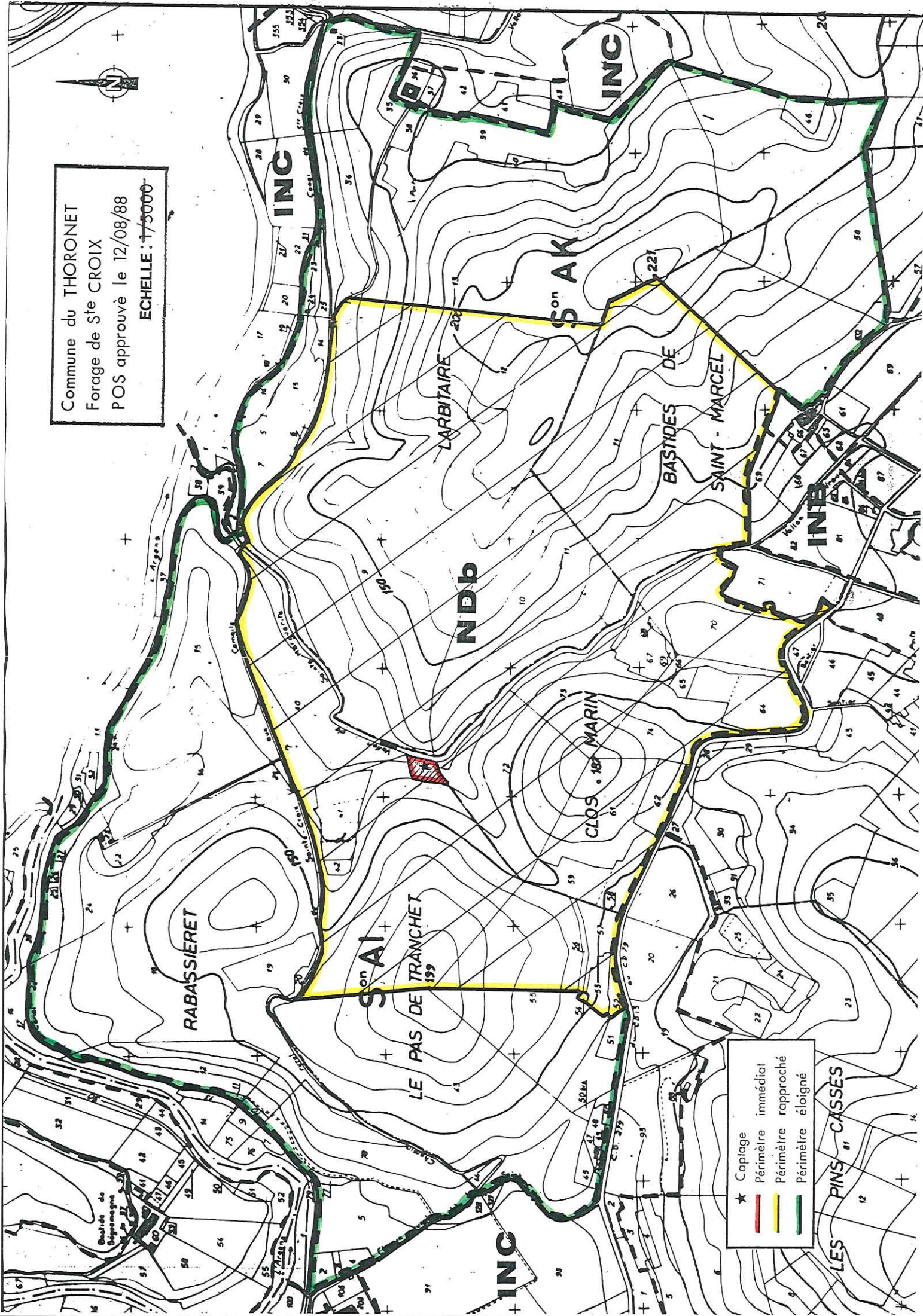
Pèrimètre de protection éloignée

Pèrimètre de protection rapprochée

ECHELLE: ~~1/25000~~

Commune du THORONET
Forage de S^{te} CROIX
POS approuvé le 12/08/88

ECHELLE : 1:50000



- ★ Coptage
- Périmètre immédiat
- Périmètre rapproché
- Périmètre éloigné